

COMMUNE DE CURCY-sur-ORNE  
DÉPARTEMENT DU CALVADOS

## PLAN LOCAL D'URBANISME

### APPROBATION

vu pour être annexé à la  
délibération du Conseil Municipal

LE MAIRE

en date du : **24 juillet 2006**

4a - ANNEXES DOCUMENTAIRES



42 AVENUE DU 6 JUIN  
BP 13030  
14 017 CAEN CEDEX 2  
T : 02 31 35 49 60  
F : 02 31 35 49 61  
florent.schneider@wanadoo.fr

## **LISTE DES ANNEXES :**

---

### **4.1 – Annexes sanitaires**

4.a - Plan du réseau ELECTRIQUE

4.c /4.d / 4.e Plan du réseau EAU POTABLE

### **4.2 - Servitudes d'utilité publique**

### **4.3 - Annexes documentaires**

## 4.1 – ANNEXES SANITAIRES

### I – ADDUCTION D'EAU POTABLE

CURCY-SUR-ORNE appartient au S.I.A.E.P. de la VALLÉE D'HAMARS dont le siège est à HAMARS. Celui-ci regroupe 14 communes et dessert près de 1700 foyers. CURCY-SUR-ORNE compte 197 abonnés en 2003, soit 3% des abonnés du syndicat.

Le service est exploité en affermage ; le délégataire est la société SAUR.

#### *PRODUCTION :*

Quatre captages alimentent le syndicat, trois sur SAINT-MARTIN-DE-SALLEN

- les captages de CABOURG et de COUGY qui sont protégés par une DUP en date du 08/02/82,
- le captage de LA COUR, qui n'est pas protégé.

Leurs eaux sont traitées au chlore.

et un sur le PLESSIS GRIMOULT :

- le captage du Hameau BRIFOU qui est protégé par une DUP en date du 21/11/88 et assure 5 à 6% de la production du syndicat. Ses eaux sont traitées à la javel .

Ils ont produit 344 548 m<sup>3</sup> en 2003, soit 3% de plus qu'en 2002.

Cette production est supérieure au volume mis en distribution (qui lui est globalement stable). En effet, bien que le syndicat importe environ 2% de ses besoins depuis les syndicats du Pré-Bocage, de la Druance et de la Ville de Thury-Harcourt, il exporte 6% de sa production vers les syndicats de Thury-Harcourt, Evrecy et le Pré-Bocage.

#### *DISTRIBUTION :*

L'eau produite par le syndicat est distribuée grâce aux réservoirs de COURVAUDON (600m<sup>3</sup>), de SAINT MARTIN DE SALLEN (300m<sup>3</sup>), du PLESSIS GRIMOULT (12m<sup>3</sup>) et de CULEY LE PATRY (tour de 10m<sup>3</sup>).

Le rendement du réseau est moyen, il s'élevait en 2003 à 65% (en amélioration depuis 2000).

#### *QUALITE DE L'EAU*

Bonne.

#### *ADÉQUATION RESSOURCES – BESOINS*

Les besoins en quantité d'eau potable sont actuellement couverts sans problème. Sur la base de 120m<sup>3</sup> par abonné supplémentaire et par an (correspondant à la consommation moyenne dans le syndicat), l'augmentation de la population estimée dans les zones ouvertes à l'urbanisation à serait de  $50 \times 120 = 6000$  m<sup>3</sup> supplémentaire à long terme. Soit une augmentation de 20% de la consommation communale à 15 ans, dont le syndicat à confirmer la possible disponibilité.

## **II – ASSAINISSEMENT EAUX USEES**

CURCY-SUR-ORNE n'est pas équipé d'un réseau d'assainissement collectif. Conformément à la loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 et au décret du 3 Juin 1994, elle dispose d'un SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT, réalisée le bureau d'étude BETAM pour la communauté de communes dans le cadre des compétences qui lui sont déléguées. Il a été approuvé par le CONSEIL MUNICIPAL du 30 avril 2004.

Le diagnostic souligne que la plupart des logements sont équipés de traitement de type « fosse septique avec épandage », que l'aptitude générale des sols est moyenne ce qui permet d'utiliser le sol en place pour disperser et épurer les effluents et que la superficie des parcelles, le relief et les facilités d'accès permettront la réhabilitation des assainissement autonome, sauf au bourg.

Le contrôle des assainissements autonomes sera assuré par le service que la Communauté de Communes SUISSE NORMANDE a mis en place.

Ainsi, à l'exception du Bourg, le reste de la commune est maintenu en zone d'assainissement non-collectif ; il sera requis une superficie minimale de 1200m<sup>2</sup> pour permettre la réalisation de dispositif autonome dans de bonnes conditions.

Le secteur du Bourg est classé en zones d'assainissement collectif.

### *Situation future*

Une modification de ce zonage sera menée parallèlement au PLU pour intégrer dans cette zone les extensions de l'urbanisation qui y sont prévues.

Un emplacement est réservé pour la mise en place de la station d'épuration. Celle-ci pourra être réalisé dans les années à venir (d'ici 2010), en cohérence avec le programme prévisionnel d'investissement de la communauté de communes.

Sa programmation conditionne l'ouverture à l'urbanisation de l'extension prévue au sud du Bourg.

## **III – ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES**

### *Situation actuelle*

Le recueil des eaux pluviales est assuré par le réseau de fossés ruraux qui drainent les eaux vers les fonds de vallon. Ponctuellement, des busages ont été mis en place dans la traversée du Bourg ou du hameau de l'Église.

### *Situation future*

Lors du développement de l'urbanisation, on privilégiera l'infiltration sur place des eaux de toitures et le maintien des structures de drainage.



## **IV – DECHETS MENAGERS**

CURCY-SUR-ORNE adhère au SEROC dont les statuts prévoient que :

- La Collecte des déchets ultimes, des propres et secs, des déchets verts relèvent des Collectivités de base (Syndicat ou Communauté de Communes)
- Le Traitement, tri-conditionnement, stockage ou élimination, valorisation et commercialisation des déchets, gestion des déchetteries et transfert de patrimoine ancien (anciennes décharges) relèvent du SEROC.

### **COLLECTE**

La communauté de commune a délégué à la société ONYX, la collecte des ordures ménagères et celle relevant du tri sélectif. Elles sont assurées en porte-à-porte une fois par semaine.

Un point de collecte pour le tri sélectif (verre, papier et carton) est aménagé à côté de la mairie.

Les encombrants sont collectés en porte-à-porte deux fois par an. Ils peuvent être apportés aux déchetteries de la communauté de communes situées à THURY-HARCOURT ou à SAINT RÉMY SUR ORNE.

Les déchets verts peuvent être apportés à SD COMPOST à Maisoncelles.

### **TRAITEMENT DES DECHETS**

La communauté de communes transfère ensuite les ordures ménagères au C.E.T. de CAUVIVOURT.

Les propres et secs collectés par la société Onyx sont triés à GIBERVILLE.

Les déchets sont recyclés par filière, par les sociétés suivantes :

- l'acier : ARCELOR
- l'aluminium : AFFIMET
- les plastiques : VALORPLAST
- les cartons : SMURFITT
- les papiers : LA CHAPELLE DARBLAY
- les briques alimentaires : DHP
- le verre : SPHERE à AVRANCHES

### **SITUATION FUTURE**

Le syndicat étudie l'abandon de la collecte en porte-à-porte des déchets du tri sélectif, du fait des coûts qu'elle engendre.

## 4.2 - LISTE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

La liste des servitudes d'utilité publique portées à la connaissance de la commune par Monsieur le Préfet du CALVADOS s'établit ainsi :

### **PT2 Télécommunications**

Le territoire communal est grevé par les servitudes de la zone spéciale de dégagement de la liaison hertzienne CAEN-OUFFIÈRES protégée par le décret du 4 février 1993.

*Dans ces zones, les hauteurs à ne pas dépasser sont reportées sur le plan ci-joint.*

### **EL7 – Alignement**

La commune compte quatre plans d'alignement en application :

- Sur le RD36 (approuvé le 20 /01/1896)
- Sur la RD121 dans la traversée des hameaux de la Roullière et du Mesnil Levreau (approuvé le 20 /01/1896)
- Sur la RD212 dans la traversée du hameau du Hom (approuvé le 16/01/1890)
- Sur la RD234 (approuvé le 11 mars 1901).

## TELECOMMUNICATIONS

## I. GENERALITES

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.

Articles L 54 à L 56 du code des postes et télécommunications.

Articles R 21 à R 26 et R 39 du code des postes et télécommunications.

Premier ministre (Comité de coordination des télécommunications, groupement des contrôles radioélectriques, C.N.E.S.).

Ministère de la défense.

Ministère de l'intérieur.

Ministère des transports — Direction générale de l'aviation civile (service des bases aériennes) — Direction de la météorologie — Direction générale de la marine marchande — Direction des ports et de la navigation maritimes — Services des phares et balises.

Secrétariat d'état aux postes et télécommunications et à la télédiffusion.

## II. PROCEDURE D'INSTITUTION

## A. Procédure

Servitudes instituées par un décret particulier à chaque centre, soumis au contreseing du ministre dont les services exploitent le centre et du ministre de l'environnement et du cadre de vie. Ce décret auquel est joint le plan des servitudes intervient après consultation des administrations concernées, enquête publique dans les communes intéressées et transmission de l'ensemble du dossier d'enquête au comité de coordination des télécommunications. L'accord préalable du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture est requis dans tous les cas. Si l'accord entre les ministres n'intervient pas il est statué par décret en Conseil d'Etat (article R 25 du code des postes et télécommunications).

Les servitudes instituées par décret sont modifiées selon la procédure mentionnée ci-dessus, lorsque la modification entraîne un changement d'assiette de la servitude ou son aggravation. Elles sont réduites ou supprimées par décret sans qu'il y ait lieu de procéder à l'enquête (article R 25 du code des postes et télécommunications).

Le plan des servitudes détermine, autour des centres d'émission et de réception dont les limites sont définies conformément au deuxième alinéa de l'article R 22 du code des postes et télécommunications ou entre des centres assurant une liaison radioélectrique sur ondes de fréquence supérieure à 30 MHz, différentes zones possibles de servitudes.

a. Autour des centres émetteurs et récepteurs et autour des stations de radio-repérage et de radio-navigation, d'émission et de réception (articles R 21 et R 22 du code des postes et télécommunications).

ZONE PRIMAIRE DE DEGAGEMENT à une distance maximale de 200 mètres (à partir des limites du centre) les différents centres à l'exclusion des installations radiogoniométriques, ou de sécurité aéronautique pour lesquelles la distance maximale peut être portée à 400 mètres.

## ZONE SECONDAIRE DE DEGAGEMENT

La distance maximale à partir des limites du centre peut être de 2 000 mètres.

## SECTEURS DE DEGAGEMENT

D'une ouverture de quelques degrés à 360° autour des stations de radio-repérage et de radionavigation et sur une distance maximale de 5 000 mètres entre les limites du centre et le périmètre du secteur.

b. Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 MHz

(Article R 23 du code des postes et télécommunications).

## ZONE SPECIALE DE DEGAGEMENT

D'une largeur approximative de 500 mètres compte tenu de la largeur du faisceau hertzien proprement dit estimée dans la plupart des cas à 400 mètres et de deux zones latérales de 50 mètres.

## B. Indemnisation

Possible si l'établissement des servitudes cause aux propriétés et aux ouvrages un dommage direct matériel et actuel (article L 56 du code des postes et télécommunications). La demande d'indemnité doit être faite dans le délai de un an du jour de la notification des mesures imposées. A défaut d'accord amiable, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du tribunal administratif (article L 56 du code des postes et télécommunications).

## C. Publicité

Publication au *Journal officiel*, des décrets.

Publication au fichier national du secrétariat d'état aux postes et télécommunications et à la télédiffusion (B.C.I.D.S.R.), qui alimente les fichiers mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie (instruction interministérielle 400 C.C.T. du 21 juin 1961 modifiée).

Notification par les maires, aux intéressés, des mesures les concernant.

### III. EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A. Prerogatives de la puissance publique

##### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'Administration de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression, et ce, *dans toutes les zones et le secteur de dégagement*.

##### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

###### AU COURS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'Administration chargés de la préparation du dossier d'enquête, dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes (article R 25 du code des postes et télécommunications).

###### DANS LES ZONES ET DANS LE SECTEUR DE DEGAGEMENT

Obligations pour les propriétaires, *dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement*, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature, aux termes des articles 518 et 519 du code civil.

Obligations pour les propriétaires, dans la *zone primaire de dégagement*, de procéder si nécessaire, à la suppression des excavations artificielles, des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

#### B. Limitation au droit d'utiliser le sol

##### 1° Obligations passives

Interdiction dans la *zone primaire*, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature, ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation dans les *zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement*, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

Interdiction dans la *zone spéciale de dégagement*, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (article R 23 du code des postes et télécommunications).

##### 2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour les propriétaires de créer, *dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagements*, des obstacles fixes ou mobiles, dépassant la cote fixée par le décret des servitudes, à condition, d'en avoir obtenu l'autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires, dont les immeubles soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes, ont été expropriés à défaut d'accord amiable, de faire état d'un droit de préemption, si l'Administration procède à la vente de ces immeubles aménagés (article L 55 du code des postes et télécommunications).

# LIAISON HERTZIENNE

## CAEN - OUFFIERES

### TRONÇON

PARFOURU SUR ODON - CURCY SUR ORNE - OUFFIERES

CCT : 014-22-023 CCT:014-22-02B CCT:014-22-029

EXTRAIT DE LA CARTE DE FRANCE 1 / 25 000

### ZONES DE DEGAGEMENT

CODE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

(Decret n° 62 273 et 62 274 du 12.3.1962)

#### LEGENDE

\*\*\*

Dans les zones secondaires de dégagement, délimitées par:

- \* un cercle de 500 mètres de rayon à PARFOURU SUR ODON,
- \* un couloir de 100 mètres de large et de 780 mètres de long (azimut 310°30') à CURCY SUR ORNE,
- \* un couloir de 100 mètres de large et de 920 mètres de long (azimut 276°30') à OUFFIERES,

il est interdit, en dehors des limites du domaine de l'Etat - sauf autorisation du Ministère des P&T - de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède l'altitude précisée sur le plan ci-contre, par rapport au niveau de la mer.

**NOTA** : Les servitudes relatives à la zone secondaire de dégagement de PARFOURU SUR ODON ont fait l'objet d'un décret en date du 18/10/89 (liaison hertzienne RESEAU DE VILLERS BOCAGE)

Dans la zone spéciale de dégagement, délimitée par deux traits parallèles distants de 100 mètres, il est interdit, en dehors des limites du domaine de l'Etat - sauf autorisation du Ministère des P&T - de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède l'altitude précisée sur le plan ci-contre, par rapport au niveau de la mer ou 25 mètres au-dessus du sol.

**NOTA** : Adresse du service à consulter, seulement dans le cas où une construction dans les zones de servitudes déroge au décret ainsi que dans les cas douteux :

FRANCE TELECOM  
DIRECTION REGIONALE DE BASSE NORMANDIE  
SERVICE REGIONAL EQUIPEMENT

6, rue de l'Avenir - BP 52  
14650 CARPIQUET

PARFOURU SUR ODON CCT : 014-22-023

DECRET DU : 18-10-1989

DECRET DU 04 FEVRIER 1993

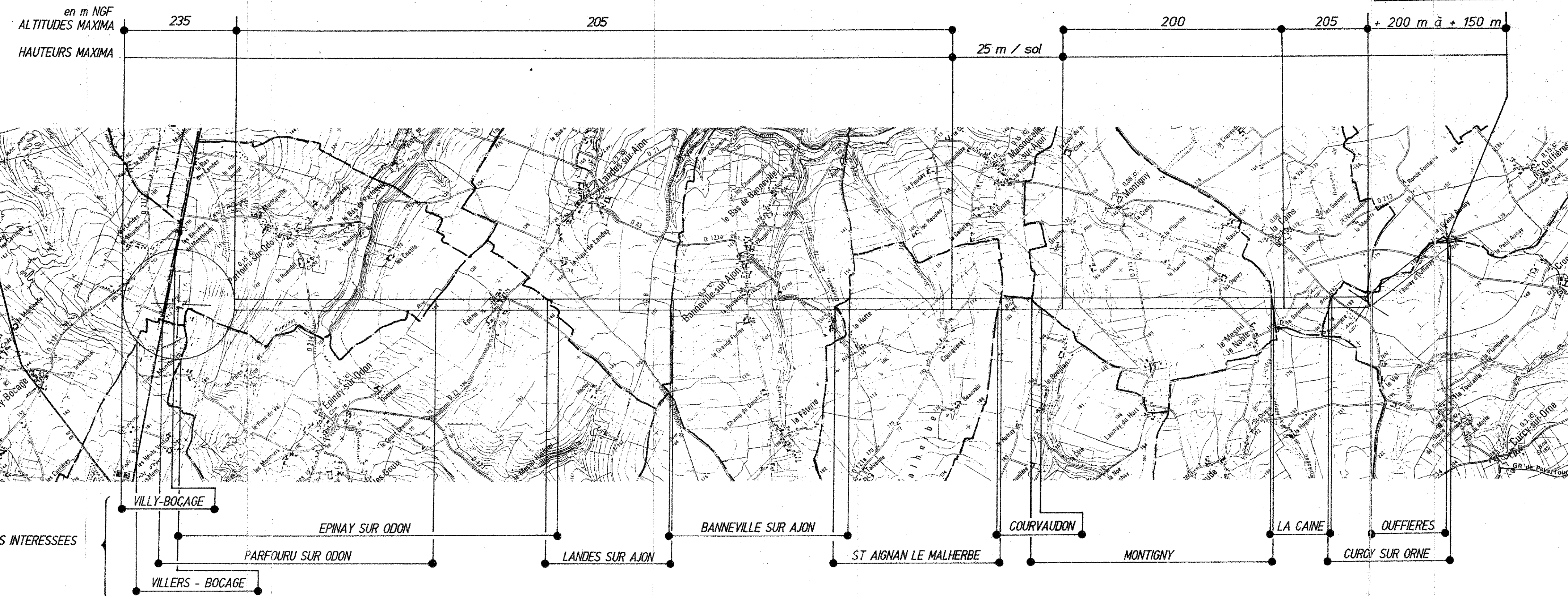
(CCT:014-22-028) CURCY SUR ORNE

DECRET DU 04-02-1993

OUFFIERES (CCT:014-22-029)

DECRET DU 04-02-1993

DECRET DU 04-02-1993



Limites de communes :

COMMUNES INTERESSEES

DEPARTEMENT INTERESSE

CALVADOS (Prêt : CAEN)

## ALIGNEMENT

### I. GENERALITES

Servitudes d'alignement.

Edit du 16 décembre 1607 confirmé par arrêté du Conseil du Roi du 27 février 1765.

Loi du 16 septembre 1805.

Décret n° 62.1245 du 20 octobre 1962 (routes nationales).

Circulaire n° 79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national (réglementation), modifiée et complétée par circulaire du 19 juin 1980.

Décret du 25 octobre 1938 modifié par décret n° 61.231 du 6 mars 1961 (chemins départementaux).

Instruction générale du 30 mars 1967.

Décret n° 64.262 du 14 mars 1964 chapitre III (voies communales) complété en son article 11 par l'article 3 du décret n° 77.738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir et modifié par le décret n° 79-1152 du 28 décembre 1979.

Circulaire n° 723 du 29 décembre 1964 (Intérieur) et n° 474 du 13 septembre 1966.

Code de l'urbanisme article R 123.32.1 nouveau (décret n° 77.736 du 7 juillet 1977 relatif aux plans d'occupation des sols).

Circulaire n° 78.14 du 17 janvier 1978 relative aux emplacements réservés par les plans d'occupation des sols (chapitre premier — généralités — § 1.2.1 4°).

Circulaire n° 80.7 du 8 janvier 1980 du ministère de l'Intérieur.

Ministère de l'intérieur. Direction générale des collectivités locales.

Ministère des transports. Direction générale des transports intérieurs. Direction des routes et de la circulation routière.

Ministère de l'environnement et du cadre de vie. Direction de l'urbanisme et des paysages.

### II. PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A. PROCEDURE

##### a. Plan général d'alignement

Approbation selon l'autorité administrative compétente, par :

- arrêté préfectoral ou décret en Conseil d'Etat pour les routes nationales ;
  - délibération du conseil général, pour les chemins départementaux ;
  - délibération du conseil municipal, soumise à approbation pour les voies communales ;
- des plans d'alignement dressés par les services des ponts-et-chaussées puis soumis à enquête publique comme en matière d'expropriation.

Toutefois si le plan d'alignement a pour effet de frapper d'une servitude de reculement un immeuble qui est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, est compris dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, il ne peut être adopté qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de 15 jours (décret n° 77.738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir - article 3).

Ces plans fixent la limite séparative des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriétés non bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).

##### b. Plan d'occupation des sols

Nonobstant les dispositions réglementaires relatives à l'alignement, les alignements nouveaux résultent d'un P.O.S. rendu public ou approuvé, se substituent aux alignements résultant des plans généraux d'alignement applicables sur le même territoire (article R 123.32.1 du C.U.).

#### B. Indemnisation

##### Plan général d'alignement

L'établissement de ces servitudes ouvre aux propriétaires, à la date de publication du plan approuvé, un droit à indemnité fixée à l'amiable, et représentative de la valeur du sol non bâti.

A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée comme en matière d'expropriation.

Le sol des parcelles qui cessent d'être bâties, pour quelque cause que ce soit, est attribué immédiatement à la voie avec indemnité réglée à l'amiable ou à défaut, comme en matière d'expropriation.

### C. Publicité

#### Plan général d'alignement

Publication dans leur forme habituelle, des actes administratifs d'approbation.

Dépôt du plan d'alignement, dans les mairies intéressées où il est tenu à la disposition du public.

Publication en mairie de l'avis de dépôt du plan.

## III. EFFETS DE LA SERVITUDE

#### Plan général d'alignement

### A. Prerogatives de la puissance publique

#### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

#### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

### B. Limitation au droit d'utiliser le sol

#### 1° Obligations passives

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder à l'édification de toute construction nouvelle, qu'il s'agisse de bâtiments neufs remplaçant des constructions existantes, de bâtiments complémentaires, de surélévation (servitude *non aedificandi*).

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder à des travaux confortatifs tels que renforcement des murs, établissement de dispositifs de soutien, substitution d'aménagements neufs à des dispositifs vétustes, etc. (servitudes *non confortandi*).

#### 2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire riverain d'une voie publique dont la propriété est frappée d'alignement, de procéder à des travaux d'entretien courant, mais obligation avant d'effectuer tous travaux de demander l'autorisation de l'Administration. Cette autorisation, valable un an et pour les travaux énumérés, est délivrée sous forme d'arrêté préfectoral pour les routes nationales et les chemins départementaux, et d'arrêté du maire pour les chemins communaux. Le silence de l'Administration ne saurait valoir accord implicite.

## 4.3 – ANNEXES DOCUMENTAIRES

### **Zones naturelles d'intérêt écologique - DOCUMENTS DIREN**

Sont repérés en ZNIEFF DE TYPE 2 :

- La Vallée de l'Orne
- Le bassin de l'Odon

Sont repérés en ZNIEFF DE TYPE 1 :

- Les Coteaux de Thury-Harcourt
- L'Ajon et ses affluents
- Le vieux Ruisseau et ses affluents

### **Risques naturels**

- Extrait de l'Atlas des zones inondables - DOCUMENT DIREN
- Copie du décret relatif à la prévention du risque sismique.

Plan de prévention des risques naturels prévisibles

Néant

Liste des lotissements dont les règles sont maintenues

(en application de l'article L315-2-1)

Néant

Plan d'exposition au bruit des aéroports

Néant

Zones de publicité restreinte

Néant

Zones agricoles protégées

Néant



# Les Z.N.I.E.F.F.

(Zones naturelles d'intérêt écologique floristique et faunistique)

Lancé en 1982 à l'initiative de Ministère de l'Environnement, l'inventaire des ZNIEFF est un outil de connaissance du patrimoine naturel du territoire national. Les conditions d'organisation et de diffusion des résultats de cet inventaire sont précisées dans la circulaire du ministre de l'Environnement n°91-71 du 14 mai 1991.

## Qu'est ce qu'une ZNIEFF ?

C'est une partie du territoire national terrestre ou maritime qui présente un intérêt reposant soit sur l'équilibre et la diversité de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux rares ou menacées.

Deux types de zones sont définies :

- zones de type I : secteurs de superficie généralement limitée, caractérisées par leur intérêt biologique remarquable. On relève la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.
- Zones de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Une ZNIEFF de type II peut abriter une ou plusieurs ZNIEFF de type I.

## Objectifs :

Connaissance permanente aussi exhaustive que possible des espaces naturels, terrestres et marins présentant un intérêt patrimonial

Etablir une base de connaissance, accessible à tous et consultable avant tout projet, afin d'améliorer la prise en compte de l'espace naturel et d'éviter autant que possible la révélation tardive d'enjeux environnementaux

Permettre une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de certains espaces fragiles

## Elaboration du fichier :

Réalisation de l'inventaire ZNIEFF à l'échelle régionale par des spécialistes



Validation par le Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) nommé par le préfet de région



transmission des données au Muséum national d'histoire naturelle pour évaluation et intégration au fichier national informatisé

Il s'agit d'un inventaire permanent. Une actualisation régulière du fichier est donc indispensable pour disposer des informations les plus récentes, accroître le nombre et la pertinence des données collectées.

Par ailleurs, le travail de vérification et de réactualisation de l'inventaire permet d'affiner les délimitations de certaines zones et, le cas échéant, de modifier voire exclure certains secteurs dont l'intérêt scientifique ne serait plus avéré.

Le fichier régional est consultable à la DIREN de Basse-Normandie

## Portée de l'inventaire

La loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature renforcée par celle du 2 février 1995, considère comme faisant partie du patrimoine commun de la Nation les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent. Leur protection et leur mise en valeur, leur restauration et leur gestion sont déclarées d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable.

L'inventaire ZNIEFF constitue une contribution à l'application pratique de ces objectifs généraux.

Il faut distinguer les procédures d'inventaire scientifique des procédures de conservation (protections réglementaires, mesures foncières...). L'inventaire est avant tout un outil de connaissance. Il n'a donc pas de valeur juridique directe en lui-même. Il est notamment destiné à éclairer les décisions des différents acteurs de l'aménagement en amont des projets. Il indique la présence d'un enjeu important qui requiert une attention et des études approfondies.

Mais, il ne doit pas non plus être interprété à contrario comme l'indication qu'en dehors des ZNIEFF, il n'y a aucun enjeu de protection de la nature.

La non prise en compte de la valeur patrimoniale du territoire dans les documents d'urbanisme expose lesdits documents à une fragilité juridique considérable:

En effet, la protection des milieux naturels constitue un objectif central en matière d'urbanisme exposé à l'article L 110 du Code de l'urbanisme s'imposant à l'ensemble des collectivités publiques, qui doivent à cette fin harmoniser leurs décisions d'utilisation de l'espace.

L'article L 121-10 rappelle que les documents d'urbanisme déterminent les conditions permettant notamment de protéger les sites et paysages naturels.

L'article L 122-1 sur les schémas directeurs indique que ceux-ci fixent les orientations fondamentales de l'aménagement du territoire compte tenu de l'équilibre qu'il convient de préserver entre les différents types d'occupation des territoires et la préservation des milieux, sites et paysages naturels.

L'article L 300-1 concernant les opérations d'aménagement pose comme un des objectifs desdites opérations, la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

L'article L 123-1-7° impose au plan d'occupation des sols d'identifier et de localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, rues, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs esthétique, historique ou écologique et de définir le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

L'article R 123-17 précise que le rapport de présentation doit analyser l'état initial du site et de l'environnement, les incidences de la mise en œuvre du POS et les mesures prises en faveur de l'environnement.

L'article R 123-18 précise l'existence dans les POS de zones ND, à protéger en raison notamment de la qualité des sites et des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt écologique.

Conformément à la circulaire ministérielle n°89-56 du 10 octobre 1989, prise en application des articles L 146-6, R146-1 et R146-2, l'inventaire ZNIEFF est particulièrement utile pour qualifier les milieux naturels remarquables que la loi n°86-2 du 3 janvier 1986 sur le littoral exige de protéger.

Enfin selon l'article L244-1 du Code rural les parcs naturels régionaux concourent notamment à la politique de protection de l'environnement d'aménagement du territoire et constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel.

Selon l'article R244-13 du même code les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations et les mesures de la charte.

## Information des Communes et des établissements publics intercommunaux

Dans le cadre des porter à connaissances préalables à l'élaboration des documents d'urbanisme, les préfets indiquent aux communes les éléments qu'elle doivent prendre en compte dans leurs documents d'urbanisme (article L 122-1 pour les schémas directeurs, L 123-3 pour les POS...). L'article 23 de la loi du 8 janvier 1993 impose aux préfets de communiquer aux communes, lors de l'élaboration de leur POS les éléments d'information relatifs aux ZNIEFF sur le territoire de la commune concernée.

Cette opération d'information consiste essentiellement à fournir aux maires pour chaque ZNIEFF un document synthétique comprenant, outre la délimitation sur carte de la zone, une fiche descriptive motivant la valeur écologique de l'espace et éventuellement des recommandations de gestion.

## Conséquences de la non prise en compte des ZNIEFF

Une jurisprudence abondante rappelle que l'existence d'une ZNIEFF n'est pas en elle-même de nature à interdire tout aménagement. Cependant la présence d'une ZNIEFF est un élément révélateur d'un intérêt biologique et par conséquent, peut constituer un indice pour le juge lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des dispositions législatives et réglementaires, protectrices des espaces naturels.

Un maître d'ouvrage informé de l'existence d'une ZNIEFF, mais qui n'en tiendrait pas compte risque de voir la procédure administrative liée à son projet aboutir défavorablement ou faire l'objet d'un recours. L'absence de prise en compte d'une ZNIEFF relève d'une erreur manifeste d'appréciation dans l'établissement de l'état initial de l'environnement.

Ainsi il a été jugé que :

- une autorisation de défrichement peut être refusée lorsque le boisement fait partie d'une ZNIEFF et constitue le prolongement naturel d'une forêt de protection (CE 8 juillet 1992, n°119171, SA La Forêt)
- l'exploitation d'une carrière située dans une ZNIEFF (TA Amiens, 24 mai 1998, n°932180 et 932363, Picardie Nature Aisne environnement /Préfet de l'Aisne) (TA de Caen, 10 déc. 1996, n° 951809, Assoc.Faune et Flore) (CE, 30 déc.1996, n°160299, Sté Ballastières de Travecy) et l'autorisation d'évacuation de boues de dragages dans un site retenu à l'inventaire des ZNIEFF de type 2 (TA de Nantes, 23 mars 1993, Assoc. de protection du site de Luzan : RD imm., oct-déc.199,p.725) ont été annulées pour erreur manifeste d'appréciation ;
- la création dans une ZNIEFF de type 2, d'une ZAC comportant 56 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette et induisant l'arrivée de 3000 habitants constitue une erreur manifeste d'appréciation CAA Lyon 31 déc.1996, n°93LY01323, AIDE)

Mais comme une ZNIEFF n'est pas directement opposable aux divers modes d'utilisation du sol, sa prise en compte doit être appréciée au cas par cas.

Lorsqu'une analyse de l'état de la zone ou d'une fraction de la zone recouverte par une ZNIEFF fait apparaître qu'elle ne constitue pas un site exceptionnel :

- la création d'une ZAC a pu être autorisée (TA Nice, 4 mars 1993, n°92170, Assoc Aide et autres : Etudes foncières, déc.1993, p.50 ;
- 4 hectares situés à la périphérie d'une ZNIEFF de 300 hectares et près d'un échangeur ont pu être inclus dans la zone NAg d'un POS (zone naturelle où les installations industrielles peuvent être admises sous certaines conditions) (CE, 16 oct.1995, n°162128, Communauté urbaine de Lille)

## Dispositions diverses

Il faut rappeler que dès lors qu'est avérée la présence d'espèces végétales ou animales protégées, en particulier végétales, dans de nombreuses ZNIEFF, les dispositions du décret n°77-1295 du 25 novembre 1977, pris pour l'application des articles 3 et 4 de la loi n°76-6298 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature s'appliquent.

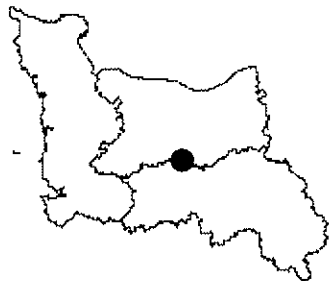
La destruction d'espèces végétales non cultivées présentant un intérêt pour le patrimoine biologique est interdite (article L 211-1 du Code rural). La destruction d'espèces protégées est un délit et expose son auteur à une amende de 60 000 francs et ou 6 mois d'emprisonnement, doublées en cas de récidives (article L 215-1 et 215-2 du Code rural).

## Inventaire du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) se définit par l'identification scientifique d'un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. La présente zone est inscrite à l'inventaire des ZNIEFF. Cette fiche descriptive a notamment pour objet de contribuer à la prise en compte du patrimoine naturel, tel que le prévoit la législation française, dans tous projets de planification ou d'aménagement.

0081-0000

### VALLEE DE L'ORNE



Zone de type : 2

N° régional : 0081-0000

N° national : 250008466

Année de mise à jour : 2001

Superficie : 13290 ha

Altitude : 20 - 258 m

Mesure(s) existante(s) :

Aucune protection  
Zone de préemption du département  
Zone ND du POS  
Site inscrit selon la loi de 1930  
Site classé selon la loi de 1930  
Arrêté Préfectoral de Biotope  
Refuge - réserve libre

Nombre d'espèces  
inventoriées : 955

#### Commune(s)

INSEE	NOM
14006	AMAYE-SUR-ORNE
14034	AVENAY
61027	BATILLY
61028	BAZOCHES-AU-HOULME
14080	BO (LE)
14084	BONNEMAISON
14118	CAEN 1
14122	CAINE (LA)
14128	CAMPANDRE-VALCONGRAIN
14144	CAUMONT-SUR-ORNE
14146	CAUVILLE
14150	CESNY-BOIS-HALBOUT
61084	CHAMPCERIE
61106	CHENEDOUIT
14162	CLECY
14164	CLINCHAMPS-SUR-ORNE
14171	COMBRAY
14180	CORDEY
14183	COSSESSEVILLE
61127	COURBE (LA)
14207	CROISILLES
14211	CULEY-LE-PATRY
14213	CURCY-SUR-ORNE
14223	DETROIT (LE)
14226	DONNAY
61153	ECOUCHE
14248	ESPINS
14249	ESQUAY-NOTRE-DAME
14251	ESSON
14257	EVRECY

Entaillant le massif Armoricaïn et le bassin Parisien, la vallée de l'Orne constitue une zone de contact entre bocage et plaine. La variété des paysages et des biotopes, allant des landes sèches sommitales aux cours d'eau en passant par les pelouses des vires rocheuses, les prairies humides et les bois, confère au site une très grande valeur paysagère, à laquelle s'ajoute une valeur biologique due à la présence d'espèces animales et végétales rares.

#### FLORE

La diversité des milieux offerts est à l'origine de la présence de nombreuses espèces botaniques rares dont plusieurs sont protégées au niveau national (\*\*) ou régional (\*). Surplombant les méandres de l'Orne, les escarpements rocheux permettent le développement d'une flore typique des pelouses siliceuses sur sols superficiels et dalles rocheuses tels le Millepertuis à feuilles linéaires (*Hypericum linarifolium*), l'Orobanche du genêt (*Orobancha rapum-genistae*), le Genévrier (*Juniperus communis*), l'Epine vinette (*Berberis vulgaris*), la Capillaire septentrionale (*Asplenium septentrionale*\*), le Catapode des graviers (*Microphyrum tenellum*), le Rosier pimprenelle (*Rosa pimpinellifolia*), la Cotonnière allemande (*Filago vulgaris*), l'Epervière de Lepeletier (*Hieracium peleterianum*), la Potentille argentée (*Potentilla argentea*), la Drave des murs (*Draba muralis*), l'Orpin rougeâtre (*Sedum rubens*), la Corydale solide (*Corydalis solida*), le Galéopsis des champs (*Galeopsis segetum*\*), la Scille d'automne (*Scilla autumnalis*), le petit Muscari (*Muscari racemosum*), l'Espargoutte de Morison (*Spergula morisonii*\*), la Doradille de Billot (*Asplenium billotii*), le Trèfle enterreur (*Trifolium subterraneum*)...

Par endroits, l'existence de calcaire est révélée par la présence du Spiranthe d'automne (*Spiranthes spiralis*) ou encore du Domppe-venin (*Vincetoxicum hirundinaria*\*). Les sous-bois plus ou moins clairs sont le refuge d'espèces plus sciaphiles comme l'Isopyre faux-pigamon (*Isopyrum thalictroides*\*), la Dorine à feuilles alternes (*Chrysosplenium alternifolium*), le Lis martagon (*Lilium martagon*). Dans les fonds de la vallées, les prairies humides alluviales renferment l'Oenanthe faux-bouillage (*Oenanthe pimpinelloides*\*), la Fritillaire pintade (*Fritillaria meleagris*\*) dont ce site constitue l'une des rares stations bas-normandes, la Sanguisorbe officinale (*Sanguisorba officinalis*\*). Dans la partie aval, le marais de Fleury-sur-Orne abrite l'Azolla fausse-fougère (*Azolla filiculoides*) dans les canaux ou encore le Fiûteau fausse-renoncule (*Baldellia ranunculoides*).

Enfin, la forêt de Grimbosq présente un grand intérêt avec plusieurs centaines d'espèces de champignons recensées. Certaines d'entre elles, tels *Hydnellum ferrugineum*, *Phellodon niger*, *Phylloporus rhodoxanthus* sont en grande régression et inscrites, à ce titre, sur la liste rouge européenne.

#### FAUNE

Les relevés entomologiques réalisés sur cette zone ont permis de recenser un grand nombre d'espèces dont certaines de fort intérêt patrimonial.

Les arachnidés comptent un représentant forestier peu commun observé en forêt de Grimbosq : *Atypus affinis* correspondant à une petite espèce de mygale.

La présence de l'eau sur l'ensemble de cette zone est à l'origine de sa richesse en odonates parmi lesquelles on recense quelques espèces rares comme l'Aesche paisible (*Boyeria irene*), l'Agrion orangé (*Platycnemis acutipennis*), la Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii*) protégée au niveau national...

Parmi les orthoptères recensés, citons le Sténobothre bourdonneur (*Stenobothrus nigromaculatus*), espèce considérée comme disparue et qui a été retrouvée en 97.

Un espèce intéressante de coléoptère a été trouvée ici : le Calosome sycophante (*Calosoma sycophanta*).

Le réseau hydrographique de cette zone est dense et s'inscrit majoritairement dans un substrat géologique composé de roches dures (granites et grès). Cela contribue à la grande valeur biologique et piscicole des cours d'eau, caractérisés par des pentes marquées, des écoulements diversifiés et une granulométrie élevée.

Dans ces secteurs, se rencontrent donc plusieurs espèces piscicoles d'intérêt patrimonial, inféodées aux faciès très courants et caillouteux.

ANSE	ORM
61158	FAVEROLLES
14266	FEUGEROLLES-BULLY
14271	FLEURY-SUR-ORNE
61174	FORET-AUVRAY (LA)
14284	FOURNEAUX-LE-VAL
61179	FRESNAYE-AU-SAUVAGE (LA)
61189	GIEL-COURTEILLES
14307	GOUPILLIERES
14320	GRIMBOSQ
61199	HABLOVILLE
14324	HAMARS
14332	HOGUETTE (LA)
14343	ISLES-BARDEL (LES)
61217	LANDE-DE-LOUGE (LA)
14375	LOGES-SAULCES (LES)
61237	LOUGE-SUR-MAIRE
14383	LOUVIGNY
14393	MAIZET
14396	MALTOT
14405	MARTIGNY-SUR-L'ANTE
14408	MAY-SUR-ORNE
61265	MENIL-GONDOUIN
61267	MENIL-HERMEI
61269	MENIL-HUBERT-SUR-ORNE
61270	MENIL-JEAN
61273	MENIL-VIN
14427	MESNIL-VILLEMENT (LE)
61285	MONTGAROUIT
61290	MONTREUIL-AU-HOULME
14458	MOUTIERS-EN-CINGLAIS (LES)
14461	MUTRECY
61308	NEUVY-AU-HOULME
14483	OUFFIERES
14501	PIERREFITTE-EN-CINGLAIS
14502	PIERREPONT
14505	PLACY
14510	POMMERAYE (LA)
14764	PONT-D'OUILLY
14519	PREAUX-BOCAGE
61339	PUTANGES-PONT-ECREPIN
61340	RABODANGES
61344	RANES
14531	RAPILLY
61354	ROTOURS (LES)
61361	SAINT-ANDRE-DE-BRIOUZE
14556	SAINT-ANDRE-SUR-ORNE
61364	SAINT-AUBERT-SUR-ORNE
61371	SAINT-BRICE-SOUS-RANES
61402	SAINT-HILAIRE-DE-BRIOUZE
14602	SAINT-LAMBERT
14603	SAINT-LAURENT-DE-CONDEL
14627	SAINT-MARTIN-DE-MIEUX
14628	SAINT-MARTIN-DE-SALLEN
14635	SAINT-OMER
61441	SAINT-OUEN-SUR-MAIRE
61444	SAINT-PHILBERT-SUR-ORNE
14649	SAINT-PIERRE-DU-BU
14656	SAINT-REMY
61378	SAINT-CROIX-SUR-ORNE
14592	SAINT-HONORINE-DU-FAY
61408	SAINT-HONORINE-LA-GUILLEUME
61468	SENTILLY
61470	SERANS
61473	SEVRAI
14689	THURY-HARCOURT
14710	TREPREL
14713	TROIS-MONTS
14721	VACOGNES-NEUILLY
14741	VEY (LE)
14747	VIEUX
14756	VILLETTE (LA)
61512	YVETEAUX (LES)

Il s'agit tout d'abord de l'Ecrevisse à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*), bien présente sur plusieurs affluents.

L'Orne constitue également un axe migratoire privilégié pour les salmonidés migrateurs. En effet, le Saumon atlantique (*Salmo salar*) et la Truite de mer (*Salmo trutta trutta*) colonisent les radiers présents sur l'ensemble de ce réseau hydrographique pour frayer.

La Truite fario (*Salmo trutta fario*) compte des populations fonctionnelles sur bien des secteurs. Le Chabot (*Cottus gobio*) et la Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*) sont également bien représentés et témoignent de la qualité de l'eau et des habitats aquatiques de la zone.

Les reptiles sont assez nombreux dans cette zone, particulièrement sur les vives rocheuses et les coteaux bien exposés. Parmi eux, mentionnons les rares Lézard vert (*Lacerta viridis*) et Lézard des murailles (*Podarcis muralis*).

La variété des biotopes rencontrés est à l'origine d'une avifaune riche et diversifiée.

La nidification d'espèces patrimoniales d'affinité forestière y est notée. Citons celle du Grosbec (*Coccothraustes coccothraustes*), du Pic mar (*Dendrocopos medius*), du Pic noir (*Dryocopus martius*), de la Mésange noire (*Parus ater*), de la Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), du Roitelet triple-bandeau (*Regulus ignicapillus*)...

Les coteaux plus ou moins buissonnants, les ourlets forestiers, les vergers et plantations de vallées sont le domaine de la Chouette chevêche (*Athene noctua*), du Faucon hobereau (*Falco subbuteo*), du Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), du Lorient (*Oriolus oriolus*), de la Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*)...

Enfin, les abords des cours d'eau accueillent le Martin-pêcheur (*Alcedo atthis*), la Bergeronnette des ruisseaux (*Motacilla cinerea*) tous deux indicateurs de la qualité des eaux courantes.

Enfin, il convient de souligner l'importance géologique du site de May-sur-Orne où furent mises à nu une discordance mésozoïque et une discordance paléozoïque témoignant de l'orogénèse cadomnienne.

## Sources / Bibliographie

DORE F., JUIGNET P., LARSONNEUR C., PAREYN C., RIOULT M., 1977 - Guides géologiques régionaux: Normandie. Masson éditeur. Paris.

FOUCAULT (de) B., 1981 - Cartographie chronologique et étude complémentaire de quelques associations végétales des pointements rocheux précambriens et primaires..., Bull. S.L.N., Vol. 108

LECOINTE A. & PROVOST M., 1982-1985 - Inventaire des landes et pelouses calcicoles du Calvados et de la Manche. CREPAN/DRAE Basse-Normandie.

LABADILLE C.E., 1989 - Découverte du val de l'Orne granitique et de sa bordure. UFR des Sciences de la Terre. Université de Caen. p. 137.

C.S.P., 1990 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1990. C.S.P.

C.S.P., 1991 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1991. C.S.P., Fédérations de Pêche.

C.S.P., 1992 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1992. C.S.P.

A.F.F.O., 1992 - Les sites naturels de l'Orne. Tome II. Conseil Général de l'Orne.

C.S.P., 1993 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1993.

C.S.P., Fédérations de Pêche, Agence de l'Eau Seine-Normandie.

C.P.I.E. Vallée de l'Orne, 1995 - Analyse de la qualité paysagère et biologique du Val d'Orne. Valorisation des sites et mesures agri-environnementales. DIREN Basse-Normandie.

C.S.P., 1996 - Bassin de la Touques. Inventaires piscicoles 1996. Résultats.

C.S.P., août 1998 - Projet de réseau Natura 2000. Etude des sites d'intérêt piscicole en Basse-Normandie. DIREN BN.

BEER M., janvier 2000 - Propositions d'actualisation concernant les orchidées indigènes dans les ZNIEFF du Calvados. 20 p. + annexes.

## Sources / Informateurs

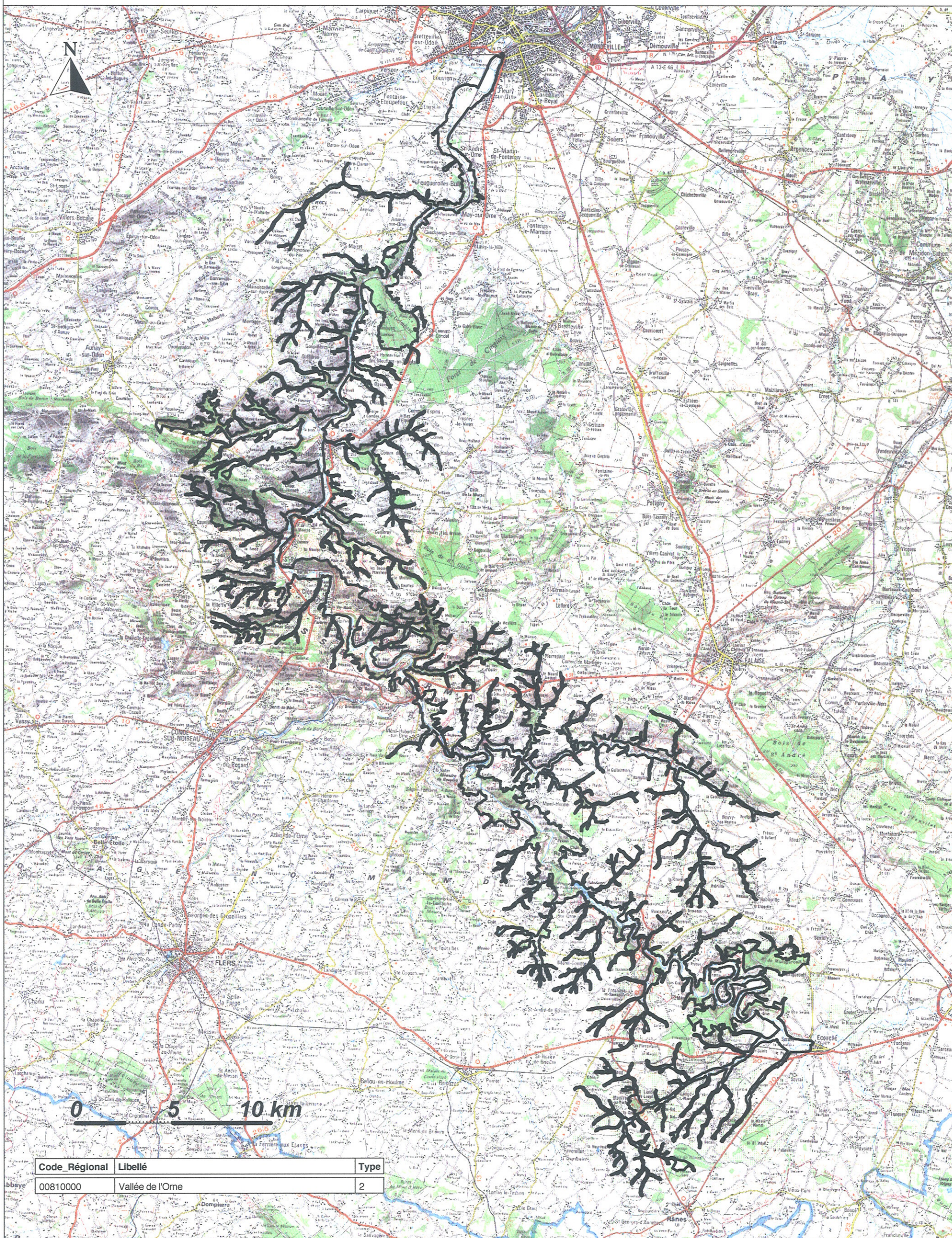
2000 BEER M. - Données de terrain non publiées.

1999 CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE - Données de terrain non publiées.

2001 MARTIN P. / CBN Brest - Réseau inventaire et carto armoricaine

2001 VAUDORE D. / CBN Brest - Réseau inventaire et carto armoricaine





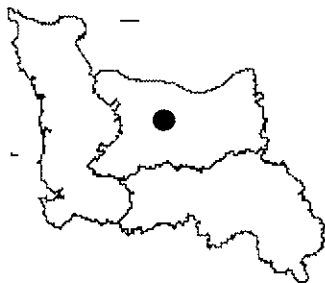


## Inventaire du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) se définit par l'identification scientifique d'un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. La présente zone est inscrite à l'inventaire des ZNIEFF. Cette fiche descriptive a notamment pour objet de contribuer à la prise en compte du patrimoine naturel, tel que le prévoit la législation française, dans tous projets de planification ou d'aménagement.

0080-0000

### BASSIN DE L'ODON



Zone de type : 2

N° régional : 0080-0000

N° national : 250008464

Année de mise à jour : 1999

Superficie : 2114,6 ha

Altitude : 25 - 130 m

Mesure(s) existante(s) :  
Zone ND du POS

Nombre d'espèces  
inventoriées : 846

#### Commune(s)

INSEE	NOM
14027	AUNAY-SUR-ODON
14037	BANNEVILLE-SUR-AJON
14042	BARON-SUR-ODON
14056	BAUQUAY
14073	BIGNE (LA)
14084	BONNEMAISON
14089	BOUGY
14096	BREMOY
14101	BRETTEVILLE-SUR-ODON
14118	CAEN 1
14122	CAINE (LA)
14195	COURVAUDON
14213	CURCY-SUR-ORNE
14241	EPINAY-SUR-ODON
14254	ETERVILLE
14274	FONTAINE-ETOUPEFOUR
14297	GAVRUS
14311	GRAINVILLE-SUR-ODON
14324	HAMARS
14347	JUROUES
14353	LANDES-SUR-AJON
14373	LOCHEUR (LE)
14379	LONGVILLERS
14383	LOUVIGNY
14390	MAISONCELLES-SUR-AJON
14412	MESNIL-AU-GRAIN (LE)
14413	MESNIL-AUZOUF (LE)
14432	MISSY
14438	MONDRAINVILLE
14446	MONTIGNY
14454	MOUEN
14477	ONDEFONTAINE
14491	PARFOURU-SUR-ODON
14553	SAINT-AGNAN-LE-MALHERBE
14579	SAINT-GEORGES-D'AUNAY
14702	TOURNAY-SUR-ODON
14707	TOURVILLE-SUR-ODON

Le bassin de l'Odon s'inscrit dans un contexte géologique particulier. Après avoir pris naissance dans les barres de grès cambriens du Pré-bocage, l'Odon reçoit, en aval d'Aunay-sur-Odon, les eaux de l'Ajon et de la Douvette qui s'écoulent sur les schistes et grès briovériens. Dans sa partie aval, ce sont les calcaires jurassiques qui constituent le substrat. Cette vallée forme une "coulée" boisée à travers la plaine de Caen, et lui confère, de ce fait, un intérêt paysager très important.

#### FLORE

La variété des habitats naturels est à l'origine de la biodiversité de la zone. A l'amont, les coteaux pentus sont parfois colonisés par des pelouses sèches siliceuses à *Scléranthe annuel* (*Scleranthus annuus*). Au niveau des lambeaux de landes qui subsistent, se rencontre la *Teesdalie* à tige nue (*Teesdalia nudicaulis*). Signalés dans les années 80, le *Nard raide* (*Nardus stricta*) et le *Millepertuis* à feuilles linéaires (*Hypericum linarifolium*) n'y ont toutefois pas été revus récemment. Signalons enfin la découverte récente de la *Néottie nid d'oiseau* (*Neottia nidus-avis*).

Enfin, l'inventaire mycologique du bois de Baron-sur-Odon a permis de recenser 470 espèces de champignons dont 410 basidiomycètes et 60 ascomycètes.

#### FAUNE

L'Odon et ses affluents présentent un intérêt piscicole assez important. En amont du bassin, les écoulements assez rapides, les fonds pierreux et caillouteux sont favorables à la présence de l'Ecrevisse à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*) et de la Truite fario (*Salmo trutta fario*) dont les populations sont fonctionnelles.

Dans sa partie médiane et aval, l'Odon renferme des frayères à Truite de mer (*Salmo trutta trutta*) et à Lamproie fluviatile (*Lampetra fluviatilis*).

#### Sources / Bibliographie

LECOINTE A. & PROVOST M., 1982-1985 - Inventaire des landes et pelouses calcicoles du Calvados et de la Manche. CREPAN/DRAE Basse-Normandie.

C.S.P., 1990 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1990. C.S.P.

C.S.P., 1991 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1991. C.S.P., Fédérations de Pêche.

C.S.P., 1992 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1992. C.S.P.

C.S.P., 1993 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1993. C.S.P., Fédérations de Pêche, Agence de l'Eau Seine-Normandie.

POULPIQUET de G., 1998 - Contribution à l'inventaire mycologique du bois de Baron-sur-Odon dans le cadre de l'inventaire national des mycota. Thèse état Doct. Pharmacie. Univ. CAEN.

#### Sources / Informateurs

1998 CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE - Données de terrain non publiées.

1996 DEPERIERS S. - Données de terrain non publiées.

1999 DEPERIERS-ROBBE S. & RUNGETTE D. - Données de terrain non publiées.

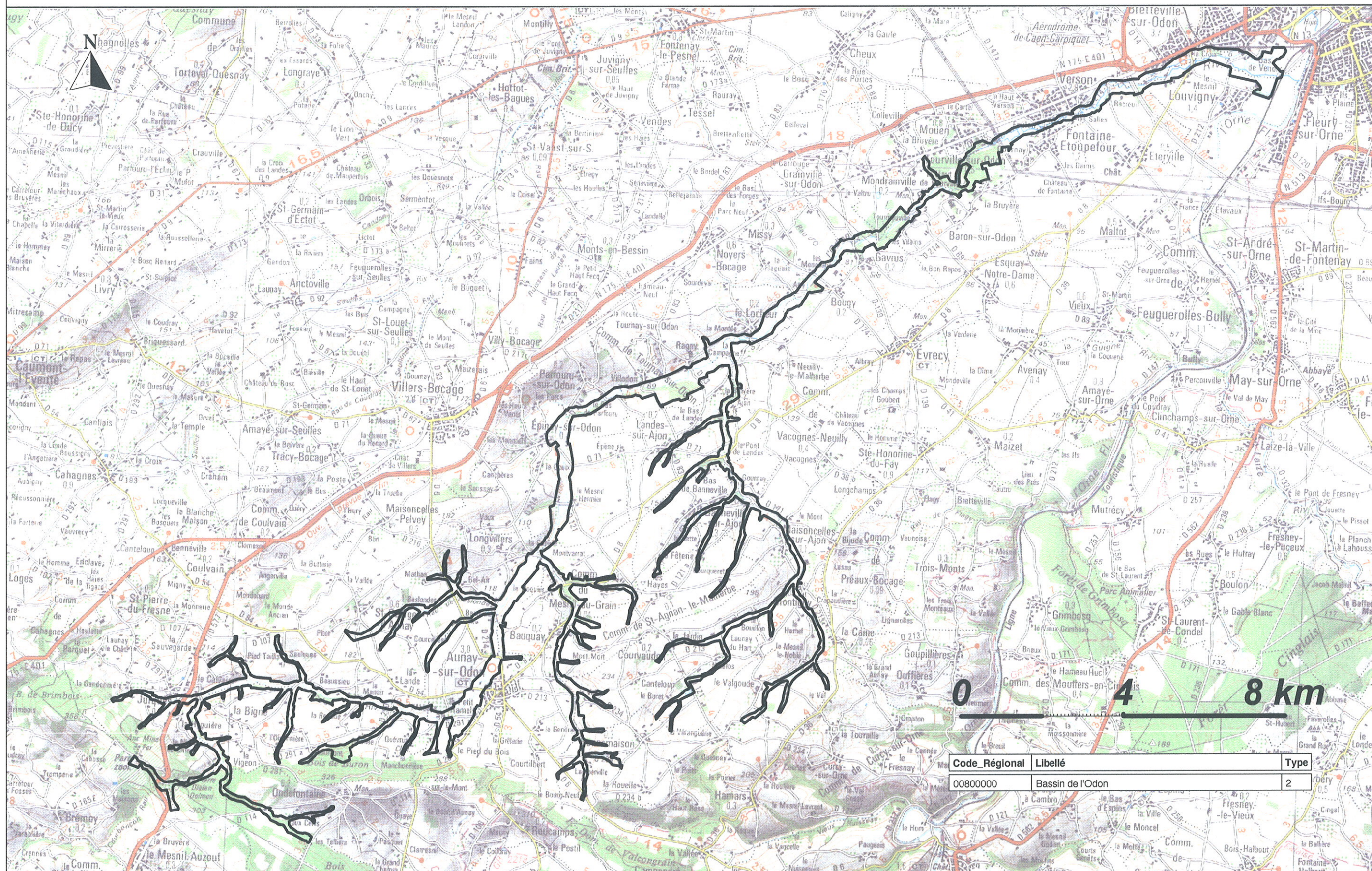


# Bassin de l'Odon

Fond IGN. Scan 100 © 1998



Source DIREN / SNPC - Décembre 1999



Code Régional	Libellé	Type
00800000	Bassin de l'Odon	2

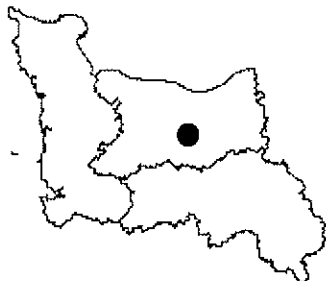


## Inventaire du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) se définit par l'identification scientifique d'un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. La présente zone est inscrite à l'inventaire des ZNIEFF. Cette fiche descriptive a notamment pour objet de contribuer à la prise en compte du patrimoine naturel, tel que le prévoit la législation française, dans tous projets de planification ou d'aménagement.

0081-0003

## COTEAUX DE THURY-HARCOURT



Ensemble de coteaux abrupts boisés, surplombant un méandre de l'Orne. Outre la valeur paysagère du site, on note une valeur biologique élevée, révélée par la présence d'espèces végétales rares.

### FLORE

On peut observer ici une flore caractéristique des vires et des éboulis rocheux, avec la présence d'espèces assez rares et/ou protégées au niveau régional (\*) tels le Galéopsis des champs (*Galeopsis segetum*), la Potentille argentée (*Potentilla argentea*), le Silène penché (*Silene nutans*), le Catapode des graviers (*Mycopryum tenellum*), le Millepertuis à feuilles linéaires (*Hypericum linarifolium*), la Capillaire septentrionale (*Asplenium septentrionale*\*), la Scille d'automne (*Scilla autumnalis*), l'Orpin rougeâtre (*Sedum rubens*), le Spiranthe d'automne (*Spiranthes spiralis*), la Cotonnière allemande (*Filago vulgaris*), la Drave des murailles (*Draba muralis*), le petit Muscari (*Muscari racemosum*)...

Mentionnons également la présence d'une mousse rare : *Campylopus pyriformis*.

Zone de type : 1

N° régional : 0081-0003

N° national : 250008469

Année de mise à jour : 2002

Superficie : 254,86 ha

Altitude : 35 - 139 m

Mesure(s) existante(s) :  
Site inscrit selon la loi de 1930

Nombre d'espèces  
inventoriées : 257

### Commune(s)

INSEE	NOM
14207	CROISILLES
14213	CURCY-SUR-ORNE
14628	SAINT-MARTIN-DE-SALLEN
14689	THURY-HARCOURT

### Sources / Bibliographie

LECOINTE A. & PROVOST M., 1982-1985 - Inventaire des landes et pelouses calcicoles du Calvados et de la Manche. CREPAN/DRAE Basse-Normandie.

LABADILLE C.E., octobre 1997 - Escarpements, versants et ravins de la Suisse-Normande (vallée de l'Orne, 14, 61). Associations végétales et propositions de périmètres pour l'inventaire Z.N.I.E.F.F.

BEER M., janvier 2000 - Propositions d'actualisation concernant les orchidées indigènes dans les ZNIEFF du Calvados. 20 p. + annexes.

### Sources / Informateurs

1996 DEPERIERS S. - Données de terrain non publiées.

1998 DEPERIERS-ROBBE S., ROLLAND R. & RUNGETTE D. - Données de terrain non publiées.

1996 LABADILLE C.E. - Données de terrain non publiées.

2002 MARTIN P. / CBN Brest - Réseau inventaire et carto armoricaine



# Coteaux de Thury-Harcourt



DIRECTION REGIONALE DE  
L'ENVIRONNEMENT  
84 552-100/000-000

Fond IGN.Scan 25 © 1998

Source DIREN / SNPC - Août 1999

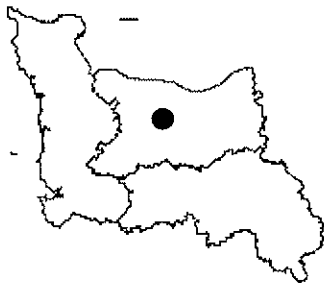


## Inventaire du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) se définit par l'identification scientifique d'un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. La présente zone est inscrite à l'inventaire des ZNIEFF. Cette fiche descriptive a notamment pour objet de contribuer à la prise en compte du patrimoine naturel, tel que le prévoit la législation française, dans tous projets de planification ou d'aménagement.

0080-0004

## L'AJON ET SES AFFLUENTS



L'Ajon et ses affluents représentent un linéaire d'environ 35 kilomètres de cours d'eau et ont un écoulement de direction sud-nord. Le substrat est composé essentiellement de schistes et de grès briovériens. L'environnement paysager se caractérise par du bocage à grandes mailles à vocation culturale.

Les écoulements variés, les fonds pierreux et caillouteux et la bonne qualité des habitats favorise une faune piscicole intéressante. L'Ecrevisse à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*) est bien présente sur ces cours d'eau et la population de Truite fario (*Salmo trutta fario*) est fonctionnelle.

Zone de type : 1

N° régional : 0080-0004

N° national : 250020081

Année de mise à jour : 2000

Superficie : ha

Altitude : 59 - 206 m

Mesure(s) existante(s) :  
Aucune protection

Nombre d'espèces  
inventoriées : 2

### Sources / Bibliographie

### Sources / Informateurs

1998 CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE - Données de terrain non publiées.

### Commune(s)

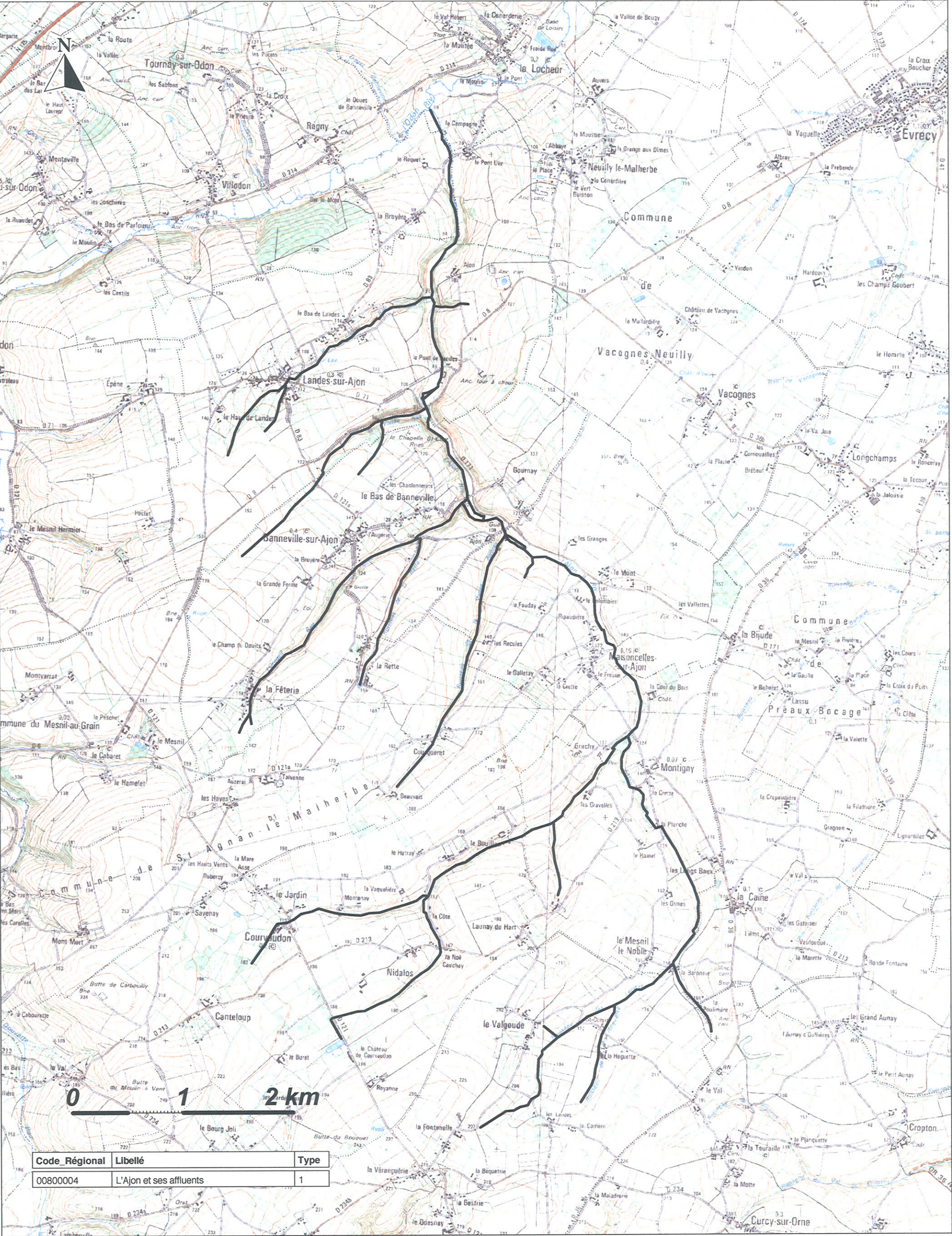
INSEE	NOM
14037	BANNEVILLE-SUR-AJON
14122	CAINE (LA)
14195	COURVAUDON
14213	CURCY-SUR-ORNE
14324	HAMARS
14353	LANDES-SUR-AJON
14373	LOCHEUR (LE)
14390	MAISONCELLES-SUR-AJON
14446	MONTIGNY
14553	SAINT-AGNAN-LE-MALHERBE
14702	TOURNAY-SUR-ODON
14721	VACOGNES-NEUILLY



Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

L'Ajon et ses affluents

Fond IGN.Scan 25 © 1998



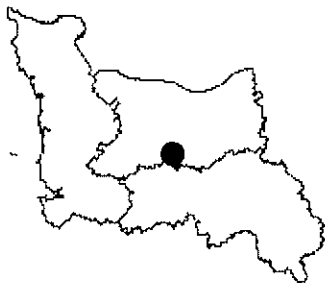


## Inventaire du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNI EFF) se définit par l'identification scientifique d'un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. La présente zone est inscrite à l'inventaire des ZNI EFF. Cette fiche descriptive a notamment pour objet de contribuer à la prise en compte du patrimoine naturel, tel que le prévoit la législation française, dans tous projets de planification ou d'aménagement.

0081-0026

## LE VIEUX RUISSEAU ET SES AFFLUENTS



Zone de type : 1

N° régional : 0081-0026

N° national : 250020093

Année de mise à jour : 2000

Superficie : ha

Altitude : 24 - 265 m

Mesure(s) existante(s) :  
Indéterminé

Nombre d'espèces  
inventoriées : 9

### Commune(s)

INSEE	NOM
14084	BONNEMAISON
14128	CAMPANDRE-VALCONGRAIN
14213	CURCY-SUR-ORNE
14324	HAMARS
14628	SAINT-MARTIN-DE-SALLEN
14689	THURY-HARCOURT

Les caractéristiques principales de ce réseau hydrographique d'environ 25 kilomètres de long sont des vallées encaissées aux flancs boisés, des dénivelés importants induisant des écoulements soutenus et variés, des fonds pierreux et caillouteux, une eau de bonne qualité biologique.

Il en résulte des habitats aquatiques variés et en bon état de conservation.

### FAUNE

Cet ensemble de ruisseaux renferme des frayères à Saumon atlantique (*Salmo salar*) et à Truite de mer (*Salmo trutta trutta*).

Les populations de Truite fario (*Salmo trutta fario*) et de Chabot (*Cottus gobio*) sont également denses.

Notons la présence de l'Ecrevisse à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*), traduisant notamment la bonne qualité de l'eau.

### Sources / Bibliographie

C.S.P., 1990 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1990. C.S.P.

C.S.P., 1991 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1991. C.S.P., Fédérations de Pêche.

C.S.P., 1992 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1992. C.S.P.

C.S.P., 1993 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1993. C.S.P., Fédérations de Pêche, Agence de l'Eau Seine-Normandie.

### Sources / Informateurs

1998 RICHARD A. (CSP) - Données de terrain non publiées.



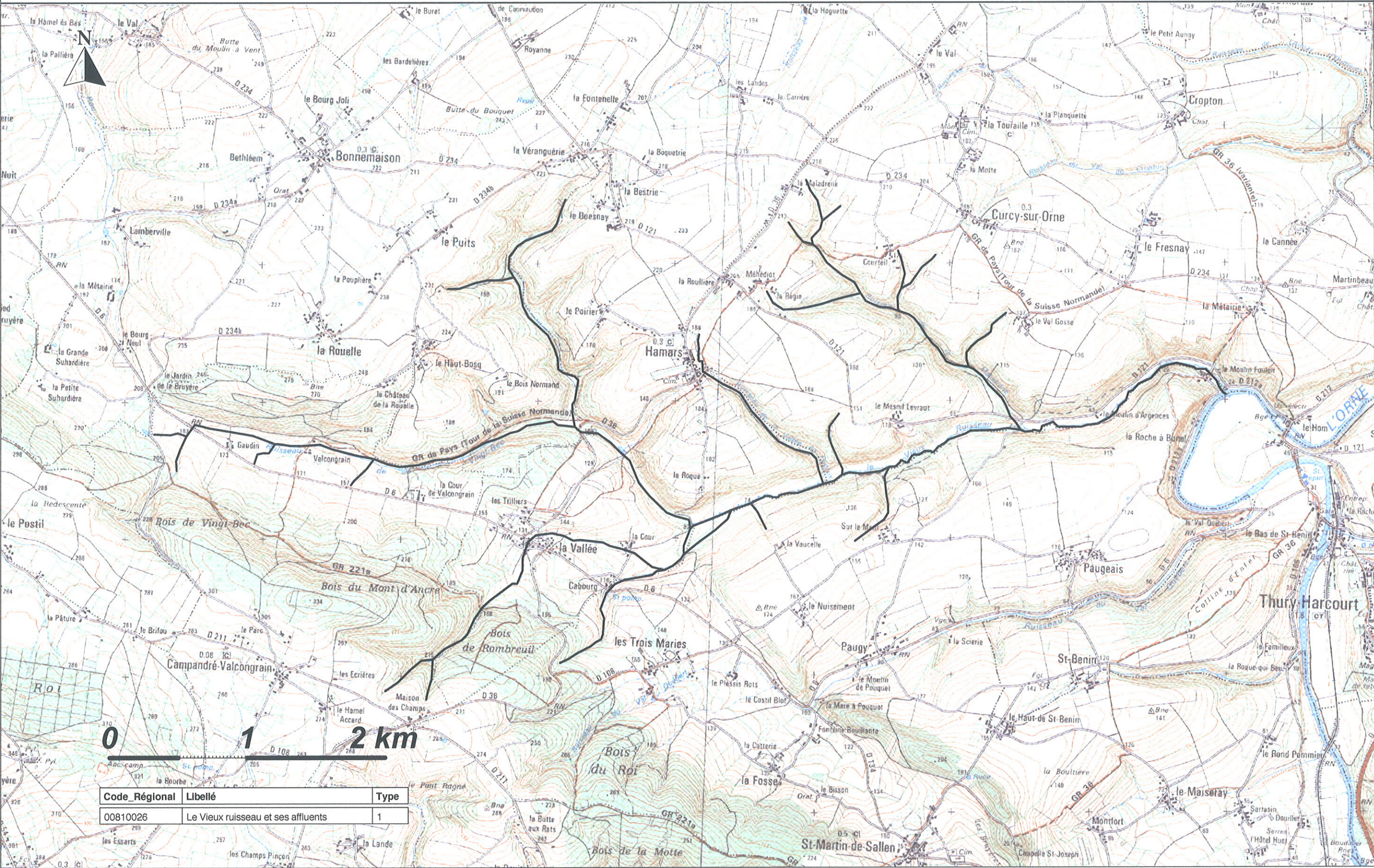
Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

# Le Vieux ruisseau et ses affluents

Fond IGN.Scan 25 © 1998

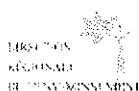


Source DIREN / SNPC - Décembre 1999



Code Régional	Libellé	Type
00810026	Le Vieux ruisseau et ses affluents	1





## NOTICE D'UTILISATION DE L'ATLAS DES ZONES INONDABLES

L'atlas des zones inondables de Basse-Normandie regroupe toutes les informations cartographiques répertoriées par la DIREN sur les inondations par débordement de cours d'eau et remontées de nappes phréatiques dans la région.

Il s'agit d'une base de données numérique présentée sous la forme de cartes comportant sur un fond IGN au 1/25 000 :

- les limites des zones inondables par débordement de cours d'eau (rouge) ;
- les limites des zones inondées par débordement de nappe (bleu) ;
- les limites de zones remblayées ou protégées pour lesquelles le risque d'inondation est actuellement mal apprécié (orange) ;
- une limite d'étude au delà de laquelle les zones inondables n'ont jusqu'à présent fait l'objet d'aucune reconnaissance (trait rouge-blanc).

### La précision du support IGN au 1/25 000.

Tout utilisateur de ce document doit conserver à l'esprit les limites d'interprétation que la précision de son support cartographique impose. Le support choisi, le 1/25 000 de l'IGN, est le fond de carte le plus précis actuellement disponible sur l'ensemble de la région. Ses précisions planimétrique et altimétrique sont bonnes mais ne permettent en aucun cas d'appréhender le risque à l'échelle de la parcelle. En effet, si un objet isolé est précisément positionné, le bâti est souvent décalé pour que des objets prioritaires (les routes par exemple) soient mieux représentés. Une précision absolue atteignant 20 m en planimétrie est plutôt la règle que l'exception (cela ne représente cependant que 0,8 mm à l'échelle de la carte). En altimétrie, la précision est voisine du mètre pour les points cotés bien définis et d'une demi-équidistance, soit 2,5 m, pour les courbes de niveau.

### Les zones inondables par débordement de cours d'eau.

Leur emprise a été définie en croisant les cartes des plus hautes eaux connues (PHEC) avec des données issues de l'analyse hydrogéomorphologique des bassins versants. Ce travail, mené par des bureaux d'étude spécialisés et par la DIREN, a notamment consisté à :

- interpréter l'ensemble des données acquises sur le terrain par la DIREN (photographies aériennes, levés de terrain) et recueillies par elle auprès des collectivités territoriales et des services de l'Etat ; cette étape a permis de délimiter les PHEC sur les cartes IGN au 1/25 000 ;
- analyser la morphologie des versants et du lit majeur des cours d'eau à partir de la carte IGN au 1/25 000 et d'outils numériques, afin de définir les zones susceptibles d'être inondées lors des crues rares ;
- étudier la répartition des alluvions récentes, qui sont d'excellents traceurs d'inondation et dont la cartographie est disponible sur les cartes géologiques du BRGM au 1/50 000.

Dans les zones bénéficiant d'un plan de prévention des risques (PPR), les zones inondables sont celles du PPR. Elles sont là aussi le résultat d'analyses hydrogéomorphologiques et localement de modélisations hydrauliques.

### Les zones inondées par débordement de nappe.

Elles ont été déterminées par report sur carte au 1/25 000 des informations relevées sur le terrain, par photo interprétation de prises de vues aériennes du printemps 2001 ou recueillies auprès des collectivités territoriales. La cartographie ne concerne pour l'instant que les secteurs du littoral de la Manche, le Bessin et la Plaine de Caen.





### Une information non exhaustive mais en constante amélioration

La connaissance de l'aléa inondation est encore imparfaite en Basse-Normandie mais depuis 1995, 1520 communes ont intégré l'atlas et 1124 km<sup>2</sup> de zones inondables ont été cartographiés.



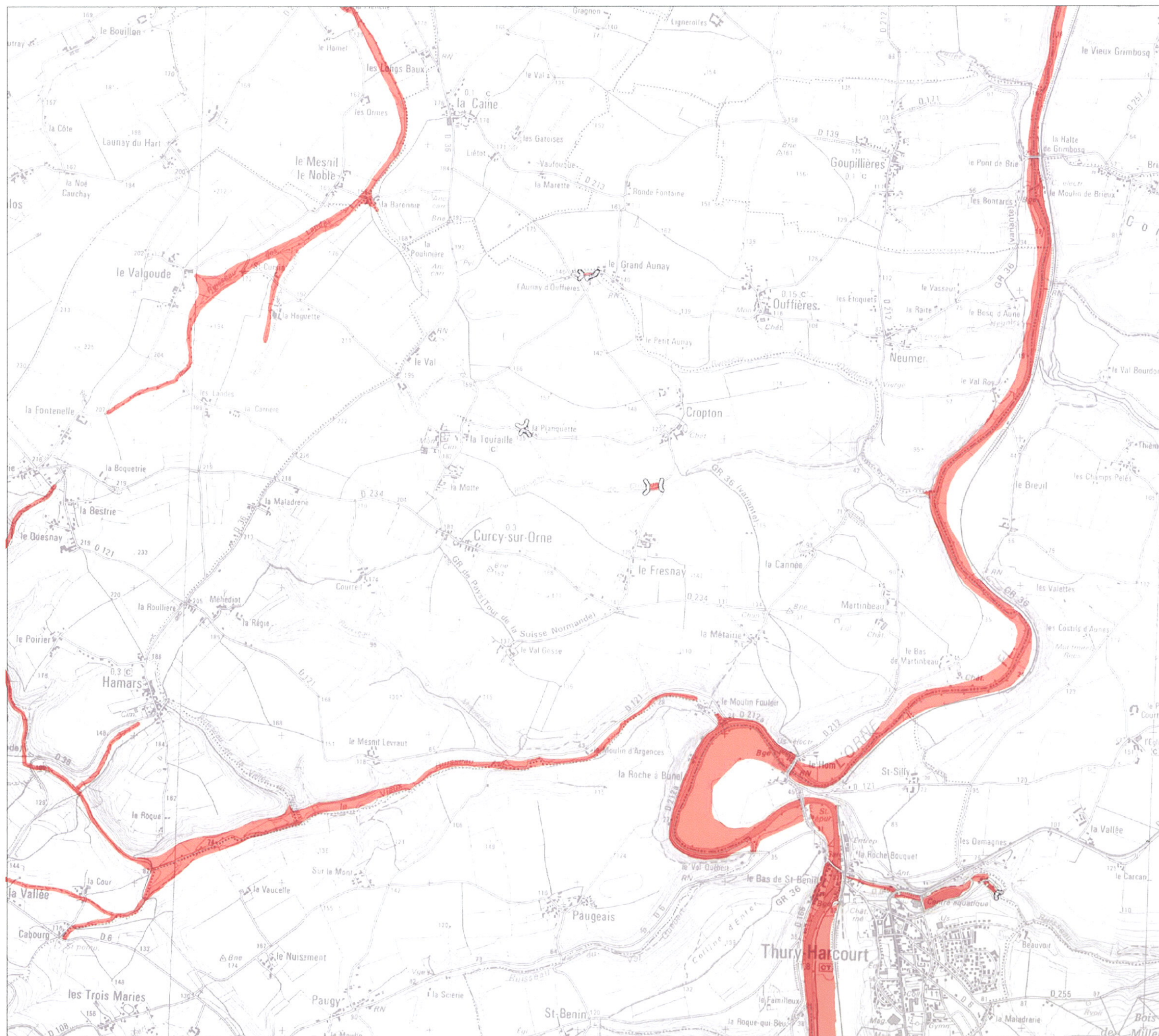
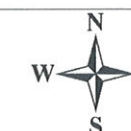
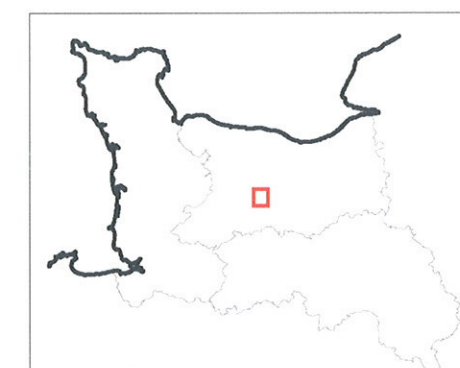
## Atlas régional des zones inondables

Mise à jour juin 2004

-  Limite d'étude
-  Zone alluviale à risque mal identifié
-  Zone inondable
-  Zone à débordement constaté de nappe

**CURCY-SUR-ORNE**

**14213**





DÉCRET N° 91-461 DU 14 MAI 1991

relatif à la prévention du risque sismique

NOR : ENVF9161913D

(Journal officiel du 17 mai 1991)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs,

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, et notamment son article 41 ;

Vu le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit d'information sur les risques majeurs pris en application de l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987 susvisée ;

Le Conseil d'État (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions mentionnées à l'article 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 susvisée destinées à la mise en œuvre de la prévention du risque sismique et applicables aux bâtiments, équipements et installations nouveaux sont définies par le présent décret.

Article 2

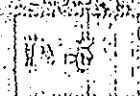
Pour la prise en compte du risque sismique, les bâtiments, les équipements et les installations sont répartis en deux catégories, respectivement dites « à risque normal » et « à risque spécial ».

Article 3

La catégorie dite « à risque normal » comprend les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat.

Ces bâtiments, équipements et installations sont répartis en quatre classes :

- classe A : ceux dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique ;
- classe B : ceux dont la défaillance présente un risque dit moyen pour les personnes ;
- classe C : ceux dont la défaillance présente un risque élevé pour les



N° reçu de : 31306488  
Révisé par : 31306488

SINCEPC CEN

10 03/06/95 10:48 M1 TIM F: 2/10  
01-01 09/06/95 10:52 Pg: 2/10

personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance socio-économique.

En outre, la catégorie « à risque normal » comporte une classe II regroupant les bâtiments, les équipements et les installations dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public.

#### Article 4

Pour l'application des mesures de prévention du risque sismique aux bâtiments, équipements et installations de la catégorie dite « à risque normal », le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante :

- zone 0 ;
- zone Ia ;
- zone Ib ;
- zone II ;
- zone III.

La répartition des départements, des arrondissements et des cantons entre ces zones est définie par l'annexe au présent décret.

#### Article 5

Des mesures préventives, et notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la catégorie dite « à risque normal », appartenant aux classes B, C et D et situés dans les zones de sismicité Ia, Ib, II et III, respectivement définies aux articles 3 et 4 du présent décret.

Pour l'application de ces mesures, des arrêtés pris conjointement par le ministre chargé de la prévention des risques majeurs et les ministres concernés définissent la nature et les caractéristiques des bâtiments, des équipements et des installations, les mesures techniques préventives ainsi que les valeurs caractérisant les actions des séismes à prendre en compte.

#### Article 6

La catégorie dite « à risque spécial » comprend les bâtiments, les équipements et les installations pour lesquels les effets sur les personnes, les biens et l'environnement de dommages même mineurs résultant d'un séisme peuvent ne pas être circonscrits au voisinage immédiat desdits bâtiments, équipements et installations.

#### Article 7

Des mesures préventives et notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la catégorie dite « à risque spécial ».

Pour l'application de ces mesures, des arrêtés pris conjointement par le ministre chargé de la prévention des risques majeurs et les ministres concernés définissent la nature et les caractéristiques des bâtiments, des équipements et des installations, les mesures techniques préventives ainsi que les valeurs caractérisant les actions des séismes à prendre en compte.

#### Article 8

(Modifié décret n° 92-918 du 11 octobre 1992 art. 2 (2°).)

#### Article 9

Le ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'agriculture et de la forêt, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, le ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs et le ministre délégué au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mai 1991.

MICHEL ROCARD

Par le Premier ministre :

*Le ministre délégué à l'environnement et à la prévention  
des risques technologiques et naturels majeurs,*

BRICE LALONDE

*Le ministre d'État, ministre de l'éducation nationale,  
de la jeunesse et des sports,*

LIONEL JOSPIN

*Le ministre d'État, ministre de l'économie,  
des finances et du budget,*

PIERRE BÉRÉGOVOY

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

HENRI WALLET

*Le ministre de la défense,*

PIERRE JOXE

*Le ministre de l'intérieur,*  
PHILIPPE MARCHAND

*Le ministre de l'industrie et de l'aménagement  
du territoire,*

ROGER FAUROUX

*Le ministre de l'agriculture et de la forêt,*  
LOUIS MERMAZ

*Le ministre du travail, de l'emploi  
et de la formation professionnelle,*

JEAN-PIERRE SOISSON

*Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et de la mer,*

LOUIS BESSON

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,  
porte-parole du Gouvernement,*

LOUIS LE PENSEC

*Le ministre délégué au budget,*  
MICHEL CHARASSE

Reçu de : 31366488  
Fax émis par : 31366488

SINCEPC COTI

le 05/06/95 10:48  
N4-M4 09/06/95 10:52  
N4 FIN Pg: 3/10  
Pg: 3/10

Reputation des diplomates, des ambassadeurs et des autres  
autres les uns dans la situation

Cette liste est conforme au code officiel géographique établi par l'Institut national de la statistique et des études économiques et mis à jour au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

L'appartenance d'un site donné à une zone sismique est déterminée par l'appartenance de ce site à un département, à un arrondissement ou à un canton, par référence au découpage administratif valable le 1<sup>er</sup> janvier 1989, quelles que puissent être les modifications ultérieures de ce découpage.

(Voir tableaux pages suivantes.)

DÉPARTEMENTS (arrondissements)	CANTONS			Zone 0
	Zone II	Zone Ia	Zone Ib	
Arr. d'Arles .....		Eyguères, Orgon.	Arles (cant. Est), Châteaurenard, Saint- Rémy-de-Provence.	Les autres cantons.
Arr. d'Isère .....		Beire-l'Étang, Isère.	Marignas, Marignano. Roquevaire.	Les autres cantons. Les autres cantons.
14 - Calvados Arr. de Doyeux .....		Zone 12 {	Bourgébus, Bretteville- sur-Laize, Cabourg, Caen (tous les cantons), Creully, Douvres-la- Dévillette, Evrecy, Oulsticham, Tilly-sur- Seuilles, Troarn.	En totalité. Les autres cantons.
Arr. de Lisieux .....				En totalité. En totalité.
Arr. de Vire .....				En totalité. En totalité.
15 - Cantal Arr. d'Aurillac .....				En totalité. En totalité.
Arr. de Mauriac .....				En totalité. En totalité.
Arr. de Saint-Flour .....			Massiac.	Les autres cantons.
16 - Charente				La totalité du département.

	CANTONS				
	Zone III	Zone II	Zone Ia	Zone Ib	Zone 0
	En totalité.				En totalité.
	En totalité.				En totalité.
	En totalité.				En totalité.
OUTRE-MER					
Départements d'outre-mer					
Guadeloupe.....					
Guyane.....					
Martinique.....					
Réunion.....					
Collectivités locales					
Saint-Pierre-et-Miquelon.....					

## ARRÊTÉ DU 16 JUILLET 1992

relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la catégorie dite « à risque normal » telle que définie par le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique

NOR : ENV9250115A

(Journal officiel du 6 août 1992)

Le ministre d'État, ministre de l'éducation nationale et de la culture, le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, le ministre de la défense, le ministre de l'économie et des finances, le ministre du budget, le ministre de l'environnement, le ministre de l'équipement, du logement et des transports, le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, le ministre des affaires sociales et de l'intégration, le ministre de la santé et de l'action humanitaire, le ministre des départements et des territoires d'outre-mer, le ministre des postes et télécommunications et le secrétaire d'État aux collectivités locales,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-2, R. 123-2 et R. 123-19 ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, et notamment son article 41 ;

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, et notamment son article L. 711-2 ;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique portant application de l'article 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'avis favorable de la commission centrale de sécurité en date du 22 juin 1989 ;

Vu l'avis favorable de la commission technique interministérielle des immeubles de grande hauteur en date du 22 juin 1989,

X rep1 de : 31386488  
ex enis par : 31386488

SIRACEDRO CATE

le 05/06/95 13:48 04 FIN Pg: 7/18  
04-204 09/06/95 10:52 Pg: 7/18

Annexe :

#### Article 1<sup>er</sup>

Le présent arrêté définit les règles de classification et de construction parasismique pour les bâtiments nouveaux de la catégorie dite « à risque normal » en vue de l'application de l'article 5 du décret du 14 mai 1991 susvisé mentionnant les mesures préventives devant être appliquées aux bâtiments, équipements et installations nouveaux de cette catégorie.

#### Article 2

Les bâtiments nouveaux, relevant de la catégorie dite « à risque normal », telle que définie à l'article 3 du décret du 14 mai 1991 susvisé, doivent être construits par application des règles mentionnées à l'article 4 du présent arrêté.

Ils sont classés comme suit :

##### En classe A :

- les bâtiments dans lesquels est exclue toute activité humaine nécessitant un séjour de longue durée et non visés par les autres classes du présent article.

##### En classe B :

- les bâtiments d'habitation individuelle ;
- les bâtiments d'habitation collective ou à usage de bureaux dont la hauteur ne dépasse pas 28 mètres ;
- les établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> catégories de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation,
- les bâtiments abritant les parcs publics de stationnement.
- les autres bâtiments pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300, appartenant notamment aux types suivants :
  - les bâtiments à usage de bureaux, non classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation,
  - les bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle.

##### En classe C :

- les bâtiments d'habitation collective ou à usage de bureaux dont la hauteur dépasse 28 mètres ;
- les établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation ;
- les autres bâtiments pouvant accueillir simultanément plus de 300 personnes appartenant notamment aux types suivants :
  - les bâtiments à usage de bureaux non classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation,
  - les bâtiments industriels,
  - les bâtiments des établissements sanitaires et sociaux, à l'exception

de ceux des établissements publics de santé au sens de l'article L. 711-2

de la loi du 31 juillet 1991 susvisée qui dispensent des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique et qui sont mentionnés à la classe D ci-dessous ;

- les bâtiments des centres de production collective d'énergie, quelle que soit leur capacité d'accueil.

##### En classe D :

- les bâtiments dont la protection est primordiale pour les besoins de la sécurité civile et de la défense nationale ainsi que pour le maintien de l'ordre public et comprenant notamment :
  - les bâtiments abritant les moyens de secours en personnels et matériels et présentant un caractère opérationnel,
  - les bâtiments définis par le ministre chargé de la défense, abritant le personnel et le matériel de la défense et présentant un caractère opérationnel ;
- les bâtiments contribuant au maintien des communications, et comprenant notamment ceux :
  - des centres de télécommunications,
  - des centres de diffusion et de réception de l'information,
  - des relais hertziens,
  - des tours de contrôle des aéroports,
  - abritant les salles de contrôle de la circulation aérienne ;
- les bâtiments des établissements publics de santé au sens de l'article L. 711-2 de la loi du 31 juillet 1991 qui dispensent des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique ;
- les bâtiments de production ou de stockage d'eau potable ;
- les bâtiments des centres de distribution publique de l'énergie ;
- les bâtiments des centres météorologiques.

Pour les bâtiments dont diverses parties relèvent de classes différentes, telles que définies au présent article, le classement doit être effectué pour leur ensemble dans la classe la plus contraignante.

#### Article 3

Pour les bâtiments autres que ceux à usage d'habitation ou ceux classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, le seuil de trois cents personnes, visé à l'article 2 du présent arrêté, fait l'objet d'une déclaration du maître de l'ouvrage, à l'exception des bâtiments de bureaux ne recevant pas du public où la règle suivante est retenue pour l'évaluation de l'effectif, soit une personne pour une surface de plancher hors œuvre nette égale à 12 mètres carrés.

#### Article 4

Les règles de construction à appliquer aux bâtiments mentionnés à l'arti-

des 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont celles du document technique intitulé « Règles parasismiques 1969, révisées 1982, et annexes », dit « Règles PS 69/82 ».

Ces règles doivent être appliquées avec la valeur du coefficient  $\alpha$  ou  $\alpha$  résultant à la fois de la situation du bâtiment au regard de la zone sismique celle que définit par l'article 4 du décret du 14 mai 1991 susvisé et son anneau, et de la classe telle que définie à l'article 2 du présent arrêté à laquelle appartient le bâtiment.

Les valeurs minimales de ce coefficient  $\alpha$  sont données par le tableau suivant :

ZONES	CLASSES			
	A	B	C	D
0 .....	0	0	0	0
Ia .....	0	0,5	0,5	0,75
Ib .....	0	0,5	0,75	1,0
II .....	0	1,0	1,2	1,5
III .....	0	1,5	1,7	2,0

Pour les maisons d'habitation individuelles situées en zones Ia, Ib et II telles que définies à l'article 4 du décret du 14 mai 1991 susvisé, l'application des règles définies dans le document « Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés. — Dispositions constructives », dit « Règles PS-Mi 89 révisées 92 », publié par le Centre scientifique et technique du bâtiment, peut être substituée à celle des « Règles PS 69/82 » précitées.

#### Article 5

L'article GH 5 du règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, tel que défini par l'arrêté du 18 octobre 1977 susvisé, est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

#### Article 6

Le paragraphe 4 de l'article CO 11 du règlement de sécurité pour la construction des établissements recevant du public et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, tel que défini par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié susvisé, est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

#### Article 7

L'arrêté du 6 mars 1981 relatif aux conditions d'application des règles parasismiques à la construction des bâtiments d'habitation dans certaines zones est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

#### Article 8

Les dispositions du présent arrêté sont applicables le premier jour du douzième mois suivant sa publication, à l'exception des maisons d'habitation individuelles pour lesquelles elles sont applicables le premier jour du vingt-quatrième mois suivant sa publication. Elles s'appliquent aux bâtiments qui font l'objet d'une demande de permis de construire déposée après ces dates respectives.

#### Article 9

Le directeur de l'eau, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs, le directeur de la programmation et du développement universitaire, le directeur de la sécurité civile, le directeur de l'administration générale au ministère de la défense, le directeur du Trésor, le directeur du budget, le directeur général de l'aviation civile, le directeur de la Météorologie nationale, le directeur de la construction, le directeur général de l'énergie et des matières premières, le directeur général de la santé, le directeur des hôpitaux, le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer, le directeur du service public au ministère des postes et télécommunications et le directeur général des collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 1992.

Le ministre de l'environnement,  
SÉGOLENE ROYAL

Le ministre d'État,  
ministre de l'éducation nationale et de la culture,  
JACK LANG

Le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique,  
PAUL QUILès

Le ministre de la défense,  
PIERRE JOYE

Le ministre de l'économie et des finances,  
MICHÈLE SAPIN

Le ministre du budget,  
MICHÈLE CHARASSE

Le ministre de l'équipement, du logement  
et des transports,  
JEAN-LOUIS BIANCO

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur,  
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration,  
RENÉ TEULADE

Le ministre de la santé et de l'action humanitaire,  
BERNARD ROUCHIER

Page 1 de 1  
Texte transmis par : 31306488

SINCEDEC CAEN

15/05/93 09:55 16:40 04 FIM 15: 9/16  
01-04 09/06/95 16:52 Pg: 9/16

# COMMUNES EXPOSEES AUX RISQUES SISMiques ( Zone 1a )

